



Selon Abderrahmane Hadj Nacer, la nouvelle Constitution n'apportera aucun changement.

Quelles sont les répercussions de la crise financière internationale sur l'Algérie ? Les économistes produisent depuis quelques mois divers points de vue à ce propos. Invité hier par le forum du quotidien Liberté à se prêter à l'exercice, l'ancien gouverneur de la Banque d'Algérie, Abderrahmane Hadj Nacer, a développé, dans un brillant exposé, une vision atypique de la question. Exposé qui lui a valu de brasser large, du capitalisme financier aux problématiques du pouvoir en Algérie en passant par la guerre des monnaies, l'enjeu du Sahel, la corruption ou encore le secteur informel.

D'emblée, l'économiste estime que la crise financière internationale résulte d'un déséquilibre des pouvoirs aux Etats-Unis permettant au capitalisme financier de l'emporter sur le complexe militaro-industriel et sur le pouvoir pétrolier. Ce qui a permis la naissance d'une oligarchie qui ne se soucie que de la logique d'accumulation. Cette oligarchie n'a pas besoin, selon lui, d'une classe moyenne, mais plutôt d'une classe de technocrates chargée de garantir l'encadrement des populations. Rôle dévolu jusque-là au wahhabisme saoudien, par exemple, dans le Monde arabe.

Or la problématique pour le cas particulier de l'Algérie, dans un monde où cette oligarchie tente d'imprimer des transformations sociales et où les révoltes des Indignés ou du Printemps arabe essayent de rééquilibrer les pouvoirs, est une problématique de pouvoir politique. Pour M. Hadj Nacer, le pouvoir ou les décideurs en Algérie ne sont pas préoccupés par le fait d'acquiescer une légitimité en interne, mais beaucoup plus par le fait de se faire adouber de l'extérieur. Si l'orateur prêchait en terrain conquis, il a précisé que la finalité, pour ces décideurs, est de rejoindre l'oligarchie internationale, laquelle accapare des richesses au détriment des masses.

Ainsi, la volonté de ces derniers de maintenir l'assujettissement de la population s'explique. Un assujettissement qui passa par un encadrement wahhabite mis en échec en octobre 1988. Puis, depuis, par un nouvel encadrement religieux que le pouvoir politique met en place mais renie.

Cette situation explique aussi la domination de la sphère informelle en Algérie. Pour M. Hadj Nacer, un pouvoir en mal de légitimité et informel a besoin de mode de fonctionnement informel de la société. De même que la logique d'accumulation, dans laquelle se trouvent actuellement les décideurs, explique les subventions au profit de l'import-import ainsi que l'injection de masses monétaires importantes dans le circuit via l'augmentation des salaires, sans hausse de la productivité. Ce qui a pour conséquence une inflation galopante. Inflation que l'ancien gouverneur de la Banque d'Algérie a qualifiée de «vol organisé» au détriment des classes moyennes au bénéfice des plus nantis.

